

Préface  
de Léon Bertrand  
Ministre délégué au tourisme

« Le temps passe. Il vous glisse entre les doigts », comme l'écrit remarquablement Sénèque, dans l'une de ses lettres à son ami Lucilius.

Le temps, vous ne le maîtrisez pas... Il vous échappe. Pourtant, cet « insaisissable fuyard » porte en lui une vertu remarquable. Il bonifie de manière inaltérable ce qu'il marque de son sceau. Il en va ainsi des relations que nous entretenons Léonce Deprez et moi-même. Le temps s'écoule, alors, il les bonifie et les rend plus fortes et plus fidèles, au fur et à mesure qu'il passe.

En première analyse tout nous sépare.

Léonce Deprez a vu le jour dans les brumes et les froidures de notre France continentale, au cœur du « pays noir » du Pas-de-Calais. Pour ma part, né d'une mère amérindienne dans la ville du baigne, capitale de l'ancien territoire de l'Inini, j'ai vécu de nombreuses années sous le mélange des chaleurs et des pluies équatoriales de cette partie de France du continent latino-américain, souvent appelée « l'enfer vert ».

Le temps a fait son œuvre. Tout nous rapproche, tant dans la panoplie des mandats électifs, locaux et nationaux. Mais le tourisme est, ici et maintenant, notre lieu de rencontre.

Mon ami Léonce m'a demandé de lui apporter toute ma sympathie pour ce travail de qualité qu'il vient de consigner dans cet utile ouvrage.

Mesurant pleinement l'évolution de notre société, il a su analyser les grands mouvements modifiant les comportements humains, dans leur relation qui évolue en permanence, la relation « travail-non travail ».

Il analyse d'une manière globale le rôle et la place du tourisme dans notre vie quotidienne et dans celle qui sera la nôtre dans les années prochaines et n'a ménagé aucun de ses efforts pour faire partager ses idées.

Le tourisme est une activité prometteuse, à de nombreux égards. La France est aujourd'hui le pays le plus désiré pour la multitude des choses merveilleuses qu'elle offre. Ce tourisme tant convoité par de nombreux pays est une source toujours grandissante de revenus pour ceux qui se mobilisent en permanence afin de renforcer et parfaire son image.

Le tourisme doit être respectueux de l'homme et de l'environnement pour qu'il soit durable et équitable.

Cher Léonce, je te souhaite simplement bon vent. Que ce travail puisse, sans problème, franchir tous les océans.

Léon Bertrand

## Introduction

### Une source de vie nouvelle pour un nouveau siècle

Comment donner le goût de vivre le futur ?

Comment le donner surtout aux jeunes générations qui abordent les premières années de ce siècle après avoir entendu et lu l'évocation des maux du siècle passé, de ses guerres fratricides, des déséquilibres nés de la fin de l'ère coloniale, des espoirs déçus après la formidable victoire qu'a été la chute du mur de Berlin, annonciatrice du passage d'un monde bipolaire à un monde pluripolaire ?

Cinq ans après les drames, les violences, les épreuves qui ont marqué ce début de nouveau siècle, une vérité semble au moins l'emporter sur les idéologies du siècle passé et sur la survivance dans l'opinion publique de l'idée fausse que tout peut continuer comme avant.

Cette vérité, c'est que la vie de l'humanité se mondialise. Et que le protectionnisme des peuples derrière leurs frontières ne peut être la solution à apporter aux problèmes de l'évolution du monde.

Les progrès techniques et scientifiques, le développement qui résulte des moyens de communication et d'échanges à l'échelle de notre planète, doivent être considérés comme un phénomène irréversible. Et il n'est plus pensable de tenter de s'y opposer, ni même de le regretter.

Au contraire, cette croissance des capacités de l'humanité à développer les richesses nées de la planète terre et des cerveaux des humains qui la peuplent doit être jugée désormais comme l'expression d'une volonté divine ou, pour ceux qui ne croient pas en Dieu, comme le prolongement du siècle des lumières dont les philosophes et savants éclairèrent les deux siècles passés.

Depuis cinq ans, le monde semble avancer plus vite encore, tant les guerres qui ont mobilisé les énergies durant le XX<sup>e</sup> siècle semblent aujourd'hui d'un autre temps.

L'affrontement entre les nations et les continents a pris une autre forme de compétition : c'est la compétition économique, elle-même résultant de la compétition du savoir et du savoir-faire dans l'espoir d'un « mieux-être ».

Les Jeux olympiques et les championnats du monde à caractère sportif ont eux-mêmes acquis un rayonnement plus grand que jamais parce qu'ils symbolisent cette réalité de plus en plus ressentie par les citoyens que les capacités humaines doivent tendre à se dépasser, à se transcender dans tous les domaines de la vie : domaine de la santé, domaine de la production, domaine des transports, domaine de l'information et de la communication, domaine très vaste de la vie économique et sociale.

Les affrontements militaires pour conquérir un territoire ou pour défendre un pouvoir national ne sont plus admis dans la conscience publique. Qu'il s'agisse du Koweït, du Kosovo ou de la bande de Gaza rendue aux Palestiniens pour leur permettre d'y vivre. Mais l'humanité ne serait plus elle-même si les peuples n'avaient plus de Golgotha sur leur parcours et si la vie n'était plus faite que d'avantages acquis... acquis par les générations passées.

Et par les nations d'hier, se protégeant derrière leurs frontières.

La vérité ressentie désormais à l'échelle de notre monde du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est que ce monde s'ouvre. Qu'il s'ouvre autant aux chances d'avenir qui jaillissent des territoires et des cerveaux qu'aux dangers résultant de l'impuissance humaine à maîtriser les violences que les forces de la nature portent en elles et les injustices profondes que la mondialisation de la vie accentue en les révélant au monde entier.

Dominique de Villepin, Premier ministre, en a fait le titre d'un programme gouvernemental en lançant le thème d'action de la croissance sociale.

C'est que la croissance économique apparaît aujourd'hui comme la première condition de la croissance sociale.

Et c'est pourquoi les étudiants de ce nouveau siècle ne peuvent se permettre de réouvrir le premier rapport du Club de Rome qui, c'est loin déjà, sous le titre *Halte à la croissance*, pensait faire preuve d'esprit prospectif.

Au moins ceux qui, les premiers, ont tiré la sonnette d'alarme pour élaborer l'esquisse d'un futur principe de précaution, à l'échelle planétaire, à l'égard de l'environnement, ont-ils eu le mérite de faire prendre conscience d'une autre vérité aujourd'hui comprise par tous : si la croissance économique est une condition du futur, elle ne peut être en marche que dans un objectif de développement durable. Ce qui impose de ne plus dissocier, pour toute activité humaine, dans toute politique nationale et internationale, l'ambition de la mise en valeur

économique des territoires et l'ambition de leur mise en valeur environnementale.

Croître, oui. Mais en valorisant notre planète et en sauvegardant ses ressources et la beauté de nos sites.

Ces premières années du nouveau siècle que nous venons de vivre mettent fin au conflit entre économie et écologie, entre environnement et développement.

En continuant à vouloir tenter d'opposer ces deux composantes de ce que l'on appelle aujourd'hui le développement durable, certains « permanents » d'associations servent mal la cause qu'ils font profession de défendre.

C'est que l'environnement est, en ce nouveau siècle, au cœur de tous les programmes d'action, au niveau gouvernemental comme au niveau territorial.

D'une part, l'environnement lui-même devient source de vie économique à partir des technologies conçues et mises en pratique pour assurer la protection de l'eau, du sol, de la mer et de l'atmosphère.

D'autre part, la protection et la mise en valeur de cet environnement imposent un développement des ressources financières qui ne peuvent venir que de la croissance économique et que les collectivités territoriales, les entreprises et l'Etat doivent leur affecter.

Enfin, les modifications de l'environnement au niveau planétaire ont des effets considérables sur l'économie touristique auxquels il faut se préparer :

- réchauffement climatique entraînant une désaffection pour des destinations trop chaudes au profit de

destinations plus tempérées, étalement des séjours en automne et en hiver encore accentué ;

- renchérissement du coût de l'énergie conduisant à privilégier le tourisme de proximité ;
- sensibilité accrue des touristes aux offres plus respectueuses de l'environnement.

L'environnement demande des efforts de planification des travaux et des attributions de crédits sans cesse croissants. Et les élus, à tout niveau, sont donc nécessairement en première ligne de la politique écologique.

La planification des objectifs et des moyens impose une longue durée et au niveau des communes touristiques, l'environnement est devenu la source de travail principale assurée par les employés communaux durant toute l'année. Les espaces de nature et les travaux d'entretien et de protection contre toutes les pollutions sont en première ligne dans les budgets communaux. La nature vit toute l'année et elle a besoin du travail humain quotidien pour la protéger et la valoriser.

Il s'agit donc de sortir des incompréhensions et des oppositions d'époques aujourd'hui révolues. C'est un esprit d'ouverture à ce nouveau siècle que cet ouvrage veut inspirer et développer pour donner le goût de s'engager dans le futur et pour vaincre l'atmosphère de morosité qui influe sur le moral des Français.

Nombreux sont les rapports, documents et livres qui, depuis le début d'année 2005, ont voulu tracer les pistes menant à ce futur, en recommandant une nouvelle politique nationale industrielle, une nouvelle politique agricole commune, une nouvelle politique publique et privée en direction de la recherche et de l'innovation, une nouvelle politique contractuelle entre producteurs et distributeurs de

produits alimentaires, de matériel de bricolage ou d'équipements de confort.

Mais très paradoxalement, une source de vie qui est la plus proche de nous n'a pas été l'objet d'un effort de réflexion et de communication à l'échelle des chances d'avenir de notre pays.

Et le gisement d'activités, d'emplois et de revenus qui s'ouvre à la France à partir de cette source de vie n'a pas été perçu comme il le mérite au niveau de notre gouvernance nationale.

C'est ce qui m'amène, à travers cet ouvrage, à dire et à démontrer que nous avons en France une croissance économique à notre portée : l'économie touristique.

Il est temps d'en prendre conscience et d'en faire prendre conscience à tous les niveaux de notre vie en république.

Ancien directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, Pierre Richard, aujourd'hui président de Dexia (ancien Crédit Local de France), vient de poser le problème dans un article du 12 août 2005. En soulignant que « notre territoire est une des plus belles destinations touristiques du monde, ce qui génère une part importante de notre économie », il affirmait « la nécessité d'adapter les politiques économiques aux réalités et aux points forts des territoires ».

C'est bien cette exigence-là qui m'a amené à écrire ces pages. Et à les écrire sur la toile de fond d'une réalité dont il nous faut prendre conscience à l'échelle du monde d'aujourd'hui.

Les « touristes », en 2003, étaient 700 millions sur la planète.

Et le chiffre d'affaires induit par ces déplacements et séjours touristiques a été estimé, pour la seule Union européenne, à 213 milliards d'euros.

Il y a de quoi vraiment nous mobiliser pour mériter, à partir de là, une belle part d'avenir pour la France.

Au niveau de notre Hexagone national, l'évaluation dépasse en 2003 les 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Trois chiffres, en éclairage complémentaire : 88 milliards d'euros de cette consommation touristique représentent une part régionalisable (Français : 59 %. Etrangers : 41 %) selon la Direction du tourisme.

Parvenir à renforcer les chances de cette croissance économique et à en faire une croissance sociale dépend de nous. De nous, Français. De nous, élus locaux. De nous, élus nationaux. De nous tous qui devons demander et obtenir des gouvernants, par les voies de la démocratie, qu'ils gouvernent avec une claire vision des matières premières précieuses que sont le territoire et le temps.

Quand on mesure ce que représente la valeur d'un espace de vie et d'un temps de vie, on en déduit qu'on n'a plus le droit aujourd'hui d'admettre le gâchis de cet espace de vie ni de ce temps de vie. Tolérer ces gâchis, c'est entraîner celui des ressources humaines qu'il faut attacher à la mise en valeur du territoire comme à la mise en valeur du temps que nous avons à vivre et à vivifier.

